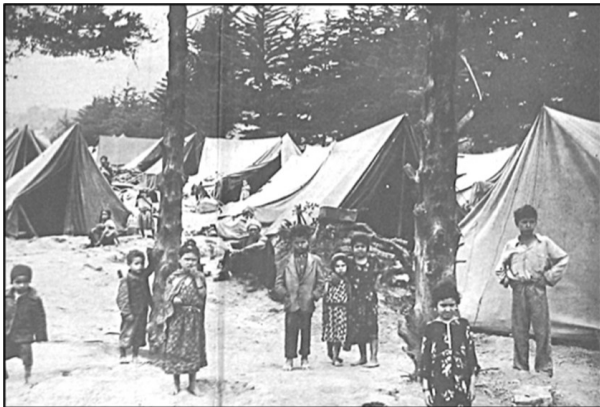


Image du camp de Bessombourg (juillet 1959)

[Fabien SACRISTE](#)



Ill. 1. Photographie du camp de Bessombourg, près de Constantine, 17 juillet 1959, source : Pierre Macaigne

Les enfants du camp de Bessombourg dans la presse métropolitaine

« Je reviens d'Algérie », écrit le 22 juillet 1959 Pierre Macaigne, alors grand reporter au *Figaro*. « Dans certains "centres de regroupement" - écrit-il - on a faim. Je ne peux pas oublier facilement ces bras guère plus gros qu'une canne, ces visages craintifs, ces faces creuses. Ce sont des images qui obsèdent ». Ces images, ce sont celles des enfants du camp de Bessombourg, situé à l'ouest de Collo, au nord de Constantine, photographiés par Pierre Macaigne le 17 juillet 1959. Dans ce massif forestier où les maquis de l'ALN se sont précocement et fortement enracinés, l'armée française a décrété dès l'été 1957 le déplacement forcé de centaines de familles paysannes vers des camps dits « de regroupement », et ce afin de les placer sous le contrôle direct et permanent d'une administration militaire.

C'est l'un de ces camps que Macaigne découvre le 17 juillet 1959, dans un contexte particulier. En mars, la publication du rapport Rocard, en révélant la surmortalité infantile qui y sévit, a provoqué un relatif scandale en métropole. L'armée tente de le résorber en organisant la visite de camps modèles. Les photographies publiées dans la presse incarnent alors cette politique de « pacification » dont elle entend assurer la conduite pour produire « l'Algérie nouvelle » : elles montrent des villages construits en dur, aménagés et équipés

d'infrastructures urbaines, où la population rurale, selon la propagande, serait à la fois protégée du FLN, et à même d'accéder à cette modernité qui lui était jusqu'alors interdite (Ill.2).



Ill.2. Camp de regroupement d'Es Sahel présenté comme "village modèle" par l'armée, juin 1959, copyright ECPAD réf. : ALG59-253,

ecpad.fr

Publié le 24 juillet en Une de l'un des principaux quotidiens métropolitains, la photographie prise par Pierre Macaigne (Ill.1) vient démentir le récit officiel en train de s'imposer dans les représentations collectives. L'absence d'ordonnancement des tentes et l'abri précaire qu'elles offrent aux déplacés, a fortiori dans un environnement sans frontière nette entre le camp et la forêt, laisse une impression de confusion, de désordre, d'abandon. Ce cadre intensifie encore le dénuement des populations civiles, représentées ici, outre par un adulte assis qui incarne le désœuvrement des déracinés, par de très jeunes Algériens, pieds nus et misérablement vêtus. Le choix est significatif : majoritaires dans la population déplacée, les enfants sont surtout les plus exposés à une crise alimentaire et sanitaire toujours latente, du fait du manque de ressources, de la promiscuité et de l'insalubrité qui règnent dans les camps.

Une guerre de propagande entre l'armée et l'administration civile

Pourquoi l'armée autorise-t-elle un journaliste à visiter un tel camp, au moment même où elle tente de persuader la métropole qu'elle bâtit des « nouveaux villages », et non des camps, en Algérie ? C'est que l'armée, justement, n'a pas eu son mot à dire : l'enquête est organisée par Eric Westphal, conseiller technique du délégué général du gouvernement en Algérie, Paul Delouvrier. Il accompagne le journaliste à Bessombourg : les deux hommes parcourent le camp pendant une heure, s'entretenant avec le sous-préfet et le maire, plus rarement avec les responsables militaires locaux. La publication de l'article irrite d'ailleurs fortement ces derniers. Pour le colonel commandant le secteur, Macaigne « s'est borné à prendre des notes et des photos : [...] en mal de copie, [il] a voulu broser de Bessombourg un tableau d'une seule teinte et pour présenter une situation qui n'est certes pas reluisante mais qu'il a largement et exagérément dramatisé. » Les mots du journaliste offusquent l'officier. Macaigne rapporte en effet dans son article des rumeurs selon lesquelles le colonel aurait rationné les secours distribués afin d'éviter qu'ils ne soient détournés au profit des maquisards. Son supérieur, le général commandant le corps d'armée de Constantine, y voit lui « une

machination » visant « par la voix de la Grande Presse, à mettre une fois de plus en cause l'Armée et l'Administration », comme il l'écrit à Paul Delouvrier.

Si le délégué général du gouvernement affirme partager son irritation, il refuse pourtant de démentir publiquement l'article du *Figaro*. C'est que « l'affaire Bessombourg » s'inscrit dans une lutte d'influence qui l'oppose alors à l'armée française. Nommé fin 1958 pour remplacer le général Salan, Delouvrier est chargé par de Gaulle de reprendre en main ces officiers qui, depuis le 13 mai 1958, se sont partout substitués aux autorités civiles. La politique de regroupement des populations, alors entièrement dominée par les militaires, doit être l'un des terrains de ce combat majeur mené par les autorités civiles. Dans cette perspective, le succès de la propagande militaire dans l'arène médiatique et politique reste une menace : en imposant un récit du regroupement qui la consacre comme actrice d'une politique de modernisation et de développement du milieu rural, l'armée conforte, aux yeux du délégué général, sa position hégémonique sur le terrain algérien. Un fait qui explique son silence sur Bessombourg, comme le confirme alors Eric Westphal au sous-préfet de Collo : « M. Delouvrier a préféré ne pas répondre, pensant qu'il était bon que certaines choses fussent parfois dites ». Rétrospectivement, Westphal confiera même que « tout ce qui peut contribuer à améliorer la situation rapidement est bon à prendre, y compris un peu de publicité, pour exercer une certaine pression sur les militaires ». L'article déstabilise en effet la prépondérance militaire au moment même où la délégation s'empare de son principal argument, le « nouveau village », pour conforter la position de l'administration. Le programme *Mille villages*, qui vient alors d'être publiquement annoncé par Delouvrier, doit clore le scandale des camps en promettant de financer leur aménagement futur, mais aussi et surtout favoriser la restauration de l'autorité civile dans ses prérogatives administratives et budgétaires.

La multiplication des camps de regroupement malgré tout

En contribuant à la diffusion d'un tel récit dans la presse métropolitaine, la délégation cherche donc à faire pression sur l'armée et rappeler que c'est à elle, et à elle seule, que revient la conduite de l'action publique en Algérie. Dans l'immédiat, l'émotion suscitée par le reportage de Macaigne entraîne la solidarité et les dons en provenance de la métropole et incite le sous-préfet à laisser repartir une partie des populations regroupées à Bessombourg. À plus long terme, cette attention sur ce camp a des implications dramatiques : pendant le plan Challe (1959-1960), Collo deviendra l'un des principaux terrains d'expérimentation du programme *Mille villages* au nom duquel le regroupement sera, ici, systématisé. Si l'article permet de contrebalancer les clichés dominants de la propagande militaire, en soulignant la misère structurelle de ces camps, cette misère n'en est pas moins instrumentalisée dans le cadre d'une stratégie de contre-propagande extrêmement maîtrisée par le pouvoir civil, illustrant d'ailleurs les limites que la délégation entend ne pas franchir dans sa remise en question des actions de l'armée française. Focalisé sur les problèmes économiques et sociaux du regroupement, le pouvoir civil occulte les dimensions politiques d'une mesure qui prive les Algériens et Algériennes de leurs libertés fondamentales, les soumet à la discipline, à l'encadrement et à l'arbitraire militaires, tout en cherchant à les embrigader dans la lutte contre le FLN-ALN. À aucun moment, l'administration ne discute le principe même du regroupement, pas plus d'ailleurs qu'elle n'en interdit la pratique. Au contraire, le programme *Mille villages* permettra, à Collo comme ailleurs, d'intensifier encore la création de ces camps, où plus de 2,3 millions d'Algériens et d'Algériennes survivent à la fin de la guerre, dans des conditions souvent similaires à celles de Bessombourg.

BIBLIOGRAPHIE

BOURDIEU Pierre et SAYAD Abdelmalek, *Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Minuit, 1964

CORNATON Michel, *Les Regroupements de la décolonisation en Algérie*, rééd, Paris, L'Harmattan, 1998 [1967]

MARQUIS François, *Pour un pays d'orangers. Algérie, 1959-2012*, Paris, L'Harmattan, 2012

ROCARD Michel, *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, édition critique établie sous la direction de Vincent Duclert et Pierre Encrevé, avec la collaboration de Claire Andrieu, Gilles Morin et Sylvie Thénault, Paris, Mille et une nuits, 2003.

SACRISTE Fabien, *Les camps de regroupement en Algérie Une histoire des déplacements forcés (1954-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

THÉIS Laurent, « Deux protestants en Algérie pendant la guerre : Jean Bichon et Éric Westphal », *Bulletin de la Société de l'histoire de française du protestantisme français*, vol. 150, 2004, p. 755-785.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/guerres-traces-mémoires/« la-guerre-d'algerie -prise-de-vues »/image-du-camp-de-bessombourg-juillet-1959>